Conditions Générales de Vente (CGV) – Cœur Local

Article 1 – Objet

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») ont pour objet de définir les modalités d'abonnement des professionnels (artisans, producteurs, artistes, hébergeurs) à la plateforme Cœur Local, éditée par ****INNOV & CONSEIL****, Société à responsabilité limitée à associé unique (SARL), au capital social de 1 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Libourne sous le numéro 981 070 675, dont le siège social est situé 71 rue Montaudon, 33500 Libourne, France. Le gérant est Monsieur Alexis DAPOIGNY.

Article 2 – Offres et abonnements

Cœur Local propose trois formules d'abonnement :

- Pack Essentiel : 4,80 € HT / mois ou 40 € HT / an.
- Pack Visibilité : 9,50 € HT / mois ou 79 € HT / an.
- Pack Premium : 13,10 € HT / mois ou 109 € HT / an.

Chaque formule donne accès à des fonctionnalités spécifiques décrites sur le site www.coeurlocal.fr.

2.1 Modalités de souscription

Le professionnel choisit lors de l'inscription :

- un abonnement mensuel, réglé par prélèvement ou carte bancaire chaque mois,
- ou un abonnement annuel, réglé en une seule fois au moment de la commande.

Article 3 – Prix et modalités de paiement

Les prix indiqués sur le site sont exprimés en euros, hors taxes (HT).

La TVA applicable, si elle est due, sera ajoutée au montant facturé au taux en vigueur au jour de la facturation.

En cas de changement du taux de TVA, les prix toutes taxes comprises (TTC) seront automatiquement ajustés.

- Abonnement mensuel : le montant correspondant est facturé et payé chaque mois.
- Abonnement annuel : le montant est payé en totalité au moment de la souscription.

Les paiements sont sécurisés et gérés par un prestataire tiers (Stripe, PayPal, ou autre solution indiquée sur le site).

Article 4 – Durée et résiliation

4.1 Durée

- L'abonnement mensuel est conclu pour une durée indéterminée, renouvelée automatiquement chaque mois jusqu'à résiliation par le professionnel.

- L'abonnement annuel est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois.

4.2 Résiliation par le professionnel

- Mensuel : le professionnel peut résilier son abonnement à tout moment via son espace client. L'accès reste valable jusqu'à la fin du mois en cours.

- Annuel : aucun remboursement partiel ou total n'est accordé en cas de résiliation anticipée par le professionnel.

4.3 Fermeture de Cœur Local

En cas de cessation d'activité de Cœur Local (fermeture volontaire, liquidation, non-rentabilité ou toute autre cause), les abonnements en cours, y compris les abonnements annuels, ne donneront lieu à aucun remboursement.

Article 5 – Engagement écologique

Chaque abonnement souscrit finance la restauration d'1 m² de biodiversité. Un compteur actualisé est visible sur le site.

Article 6 – Obligations du professionnel

Le professionnel s'engage à :

- fournir des informations exactes et vérifiables lors de son inscription,
- respecter la réglementation en vigueur relative à son activité (hygiène, sécurité, droit du travail, mentions légales obligatoires),
- ne pas utiliser la plateforme pour diffuser des contenus illicites, diffamatoires ou contraires aux bonnes mœurs.

Cœur Local se réserve le droit de suspendre ou supprimer le compte d'un professionnel ne respectant pas ces obligations, sans remboursement des sommes versées.

Article 7 – Responsabilités

Cœur Local fournit une plateforme de mise en relation mais ne saurait être tenu responsable des transactions conclues directement entre professionnels et consommateurs.

Le professionnel reste seul responsable de la conformité de ses produits ou services.

Article 8 – Droit applicable et juridiction compétente

Les présentes CGV sont soumises au droit français.

Tout litige relatif à leur interprétation ou exécution relève du tribunal compétent du ressort du siège social de l'éditeur, Libourne (33500).

Dans le cadre de leur inscription et de leur utilisation de la plateforme, les professionnels peuvent mettre en ligne des contenus visuels (photos, vidéos, logos, descriptifs). Ces contenus restent leur propriété mais sont publiés sous leur entière responsabilité. En publiant ces éléments, ils consentent à leur utilisation et diffusion sur la plateforme Cœur

Local aux fins de présentation de leur activité. Ils garantissent détenir les droits nécessaires pour l'utilisation et la diffusion de ces contenus et s'engagent à ne pas publier de contenus illicites, diffamatoires ou portant atteinte aux droits de tiers. Cœur Local se réserve le droit de retirer tout contenu ne respectant pas ces règles sans préavis ni indemnité.

Article 9 – Contenus publiés par les professionnels

Dans le cadre de leur inscription et de leur utilisation de la plateforme, les professionnels peuvent mettre en ligne des contenus visuels (photos, vidéos, logos, descriptifs). Ces contenus restent leur propriété mais sont publiés sous leur entière responsabilité.

En publiant ces éléments, ils consentent expressément à leur utilisation et diffusion sur la plateforme Cœur Local, ainsi que dans le cadre de la communication de l'éditeur (réseaux sociaux, newsletters, supports promotionnels), aux seules fins de valorisation de leur activité et de promotion des producteurs, artisans et artistes membres de la plateforme.

Les professionnels garantissent détenir les droits nécessaires pour l'utilisation et la diffusion de ces contenus et s'engagent à ne pas publier de contenus illicites, diffamatoires ou portant atteinte aux droits de tiers. Cœur Local se réserve le droit de retirer tout contenu ne respectant pas ces règles sans préavis ni indemnité.

Article 10 – Retards de paiement

En cas de retard ou défaut de paiement, des pénalités seront exigibles de plein droit dès le lendemain de la date d'échéance figurant sur la facture. Ces pénalités sont calculées au taux de trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement, conformément à l'article D.441-5 du Code de commerce. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs à ce montant, une indemnisation complémentaire pourra être demandée sur justificatifs. Tout retard de paiement peut entraîner la suspension immédiate de l'accès au service jusqu'au règlement complet.

Article 11 – Force majeure et imprévision

Aucune des parties ne pourra être tenue pour responsable si l'inexécution ou le retard dans l'exécution de ses obligations résulte d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence française. Sont considérés comme tels, sans que cette liste soit limitative : catastrophes naturelles, incendies, inondations, pannes informatiques graves, cyberattaques, coupures de réseau prolongées, pandémies, décisions administratives ou judiciaires. Pendant la durée du cas de force majeure, les obligations sont suspendues. Si l'empêchement se prolonge au-delà de trente (30) jours calendaires, chaque partie pourra résilier le contrat de plein droit, sans indemnité. En cas d'imprévision (augmentation substantielle des coûts, changement réglementaire majeur), les parties s'engagent à renégocier de bonne foi les conditions. À défaut d'accord, chaque partie pourra demander la résolution du contrat.

Article 12 – Résiliation par Cœur Local

Cœur Local se réserve le droit de suspendre ou résilier de plein droit, sans indemnité, tout abonnement en cas de :

- non-paiement d'une échéance malgré relance,
- fourniture d'informations fausses ou trompeuses lors de l'inscription,
- publication de contenus illicites, diffamatoires ou contraires aux bonnes mœurs,
- atteinte aux droits de tiers (ex. propriété intellectuelle, droit à l'image),
- comportement portant préjudice à l'image de Cœur Local ou perturbant le bon fonctionnement de la plateforme.

La résiliation prendra effet après notification écrite adressée au professionnel.

Article 13 – Limitation de responsabilité

La responsabilité de Cœur Local est strictement limitée aux dommages directs et certains, résultant exclusivement d'une faute contractuelle grave commise dans l'exécution des présentes CGV. Elle est en tout état de cause plafonnée au montant effectivement payé par le professionnel au titre de l'abonnement au cours des douze (12) derniers mois. Sont exclus de toute indemnisation : pertes de chiffre d'affaires, manque à gagner, atteinte à l'image, perte de données, réclamations de tiers ou tout dommage indirect. Cœur Local n'est pas responsable des décisions commerciales ou stratégiques prises par les professionnels sur la base des informations ou fonctionnalités proposées par la plateforme.

Article 14 – Règlement des litiges

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation des présentes CGV, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action judiciaire. La partie souhaitant faire valoir un grief devra notifier à l'autre, par écrit, les motifs précis de sa contestation et proposer un échange. À défaut d'accord amiable dans un délai de trente (30) jours, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents du ressort du siège social de l'éditeur.